

*Initiatives ministérielles*

• (1540)

Les réformes spectaculaires engagées par M. Gorbatchev ont entraîné dans toute l'Europe centrale et de l'Est des changements profonds qui ont non seulement sonné le glas de la Guerre froide, mais ouvert la voie au Sommet de la CSCE qui s'est tenu à Paris la semaine dernière. À certains égards, ce Sommet a consacré la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Je voudrais vous faire partager un des moments remarquables de ce Sommet de la CSCE. M. Vaclav Havel, dramaturge, prisonnier et président, siégeant à sa place à cette conférence, a dit à ses collègues dans la salle et au reste du monde que sa participation à ce Sommet était le plus grand moment de sa vie, car il a permis de réaliser tant d'objectifs pour lesquels il avait lutté durant tant d'années. Tel était donc le contexte dans lequel nous nous sommes réunis pour consacrer la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Le Sommet de Paris aurait dû être l'occasion de célébrer sans réserve les nouvelles occasions qui s'offrent à nous ainsi que notre volonté commune de bâtir une nouvelle maison européenne commune et d'assurer la sécurité de Vladivostok à Vienne et à Vancouver en passant par Vienne, comme l'a dit Édouard Chevardnadzé. Il aurait dû être une célébration de la volonté croissante d'utiliser les Nations Unies, de la façon qu'il avait été prévu, pour donner la paix et une plus grande sécurité au monde.

Mais une certaine retenue a marqué le Sommet parce que nous comprenions tous qu'une terrible violation de la confiance, de la loi et de l'ordre s'était produite, un acte de guerre de la part de l'Irak, qui posait un défi de taille à la communauté internationale. Si nous voulons vraiment réaliser les nouveaux espoirs de paix mondiale que nous pouvons maintenant entrevoir, nous devons relever le défi que l'invasion du Koweït par l'Irak représente nettement pour nous tous.

Ce défi touche à l'objectif fondamental que visent les intérêts canadiens et la diplomatie canadienne depuis plus de 50 ans: la création d'une organisation mondiale capable de prévenir ou, au besoin, de corriger la plus flagrante et la plus dangereuse des violations du droit international, soit la conquête par la force d'un autre pays et, dans ce cas-ci, une tentative pour anéantir un État membre des Nations Unies.

Non content de violer le droit international, le gouvernement irakien a menacé de recourir au terrorisme et aux

armes chimiques, procédés dont il s'est déjà servi contre son propre peuple avec les terribles conséquences que l'on sait.

C'est le mal contre lequel les nations se sont toujours défendues. C'est à ce mal qu'il faut attribuer la course aux armements qui détourne souvent des ressources qui devraient aller aux pauvres du monde et qui empêche les peuples des pays en développement d'exercer leur droit de mener une vie décente.

Que ce mal ait affligé la région du monde la plus fortement armée et la plus instable ne fait qu'aggraver la situation.

Je reviens tout juste du Moyen-Orient. Le potentiel de mort et de destruction y est très réel. Les membres de cette Chambre ne devraient se faire aucune illusion quant au danger qui se pose ou à notre obligation de tenter de réduire ce danger. La plupart des voisins d'Israël sont toujours en état de guerre contre ce pays. Les Palestiniens, malgré l'intifada et leur acceptation de la Résolution 242, vivent dans un climat d'intense frustration. Des milliers de nouveaux migrants sont forcés de revenir du Golfe. Il se pose aussi des questions plus larges au sujet de la démocratie et de la prise des décisions au Moyen-Orient. Il y a les querelles entre les familles et les régimes qui veulent tous diriger le monde arabe, d'énormes écarts de revenus entre la richesse opulente et la pauvreté la plus abjecte. Il ne faut pas oublier les armes chimiques, les armes biologiques et presque certainement des armes nucléaires; ni le flot constant d'armes conventiennelles.

Au milieu de tout cela—dans une région qui n'a pas les solides institutions d'un gouvernement moderne—, il existe le lien commun de la noble religion de l'Islam dont la radicalisation pourrait avoir des conséquences désastreuses pour l'ensemble du monde. Le président Gorbatchev—le premier ministre et moi-même le savons, pour nous êtres entretenus avec lui—en est conscient, tout comme le roi Hussein. Les présidents Ozal et Moubarak le savent eux aussi. Et le premier ministre Shamir comprend, bien sûr, la menace posée par l'extrémisme islamique.

Nous ne pouvons nier que l'agression commise par l'Irak compromet la sécurité d'accès aux plus essentiels des produits de base. Mais ne nous y trompons pas quant à l'importance du principe que nous entendons défendre: le principe de l'ordre international qui s'appuie sur le respect du droit international et le recours efficace aux Nations Unies.